



**RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE
AU 31 MARS 2010**

TABLE DES MATIÈRES

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION.....	2
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	2
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION.....	2
FAITS SAILLANTS.....	2
FINANCEMENT.....	4
TRAVAUX D'EXPLORATION.....	4
ÉVALUATION.....	6
INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE.....	9
COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS.....	10
STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION.....	11
FRAIS D'EXPLORATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION	13
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION.....	14
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT.....	15
DONNÉES TRIMESTRIELLES.....	16
ARRANGEMENT HORS BILAN.....	16
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS.....	16
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	17
MODIFICATIONS COMPTABLES.....	17
CONVERGENCES IFRS.....	18
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION.....	22
RISQUES ET INCERTITUDES.....	22
EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION.....	22
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	22
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE.....	23

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels de Ressources Strateco inc. («Société») pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008 ainsi que les états financiers intermédiaires pour la période terminée le 31 mars 2010. Les états financiers de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs reliés à l'information financière qui reflètent les attentes actuelles de la Direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille 100 % de cinq propriétés minières, une participation et des options dans trois propriétés minières situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 56 747 hectares (567 km²). Elle concentre ses activités sur l'exploration et la mise en valeur du projet Matoush. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention par la Société du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Concernant les sections sur la stratégie et plan d'action ainsi que sur les activités d'exploration, ce rapport de gestion contient des « énoncés prospectifs » selon le contexte de l'énoncé, particulièrement dans le cas d'énoncés qui décrivent les opinions, les estimations ou les attentes de la Société concernant des résultats et événements futurs. Ces énoncés n'offrent aucune garantie quant aux résultats et événements futurs et impliquent des risques et des incertitudes, hors du contrôle de la Société, qui pourraient faire en sorte que les résultats et événements réels ou futurs pourraient éventuellement différer de façon substantielle des résultats présentés ou prévus dans ces énoncés prospectifs. Ces risques et incertitudes sont décrits dans la notice annuelle déposée sur SEDAR et dans le rapport annuel du formulaire 10-K déposé sur EDGAR.

FAITS SAILLANTS

La Société a connu un premier trimestre très productif et prometteur pour l'année en cours. Une fois de plus, tous les efforts de son équipe chevronnée ont été axés sur la progression et la mise en valeur du projet uranifère Matoush. Ces efforts ont porté fruits et permettent désormais d'espérer l'obtention de la licence pour amorcer l'excavation de la rampe d'exploration à l'automne 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

L'année 2010 a débuté par la clôture d'un financement de 15 M \$ le 27 janvier, et ce, malgré la difficulté des marchés financiers. Le financement privé a été souscrit par The Sentient Executive GP III, Limited (« Sentient ») agissant pour deux fonds des Iles Cayman, une société indépendante qui gère plus de 1,3 milliard \$ US d'investissements dans le secteur des ressources naturelles. La Société se maintient toujours en excellente position financière avec un fonds de roulement approximatif de 18 M \$ au 31 mars 2010.

Les travaux réalisés dans le cadre du projet uranifère Matoush ont, une fois de plus, mené à des résultats prometteurs. Le 13 janvier s'est amorcé la première phase de la plus importante campagne de forage de surface menée à ce jour sur le projet Matoush, qui prévoit 120 000 mètres répartis sur deux ans (2010-2011). Le début de cette première phase, qui s'étirera jusqu'à l'été, a déjà permis de compléter 14 200 mètres de forage, dont la majorité des sondages ont été forés selon un espacement de 200 mètres.

D'autre part, la firme Terraquest Ltd. (« Terraquest ») a débuté, le 3 mars, un levé géophysique aéroporté électromagnétique à haute résolution (XDS-VLF EM). Ce levé de technologie avancée, dont l'objectif était de vérifier l'hypothèse de la présence de lentilles minéralisées à haute teneur selon un axe préférentiel nord-sud, s'est terminé le 12 mars. Il a couvert l'ensemble du projet Matoush, incluant les propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush. L'interprétation finale de ce levé se fera au cours des prochaines semaines et permettra, selon toute vraisemblance, de générer des cibles de forages de qualité.

De plus, au cours du premier trimestre, la Société a annoncé la mise à jour de l'estimation de la valeur économique de sa propriété Matoush. La mise à jour de l'étude d'opportunité (scoping study) a été préparée par Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc. (« Scott Wilson RPA ») avec la participation de Melis Engineering Ltd. (« Melis ») pour le traitement de minerai et de SD Energy Associates Ltd. (« SD Energy ») pour le marketing et la détermination du prix. Elle démontre une fois de plus la grande robustesse économique du projet Matoush et est actuellement disponible sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Au chapitre de l'ingénierie, plusieurs travaux ont été réalisés au cours du premier trimestre dans le but de préparer le programme d'exploration souterraine qui débutera à l'automne 2010, dépendamment de l'obtention de tous les permis requis. Les consultants mandatés par la Société, tels que Golder Associés (« Golder ») et SENES Consultants Limited (« SENES »), ont poursuivi leur travail ; la rédaction d'un mémo sur les travaux de terrain, la traduction de rapports et une demande de certificat d'autorisation pour l'agrandissement du campement et du système de traitement d'eau potable et des eaux usées ont notamment été réalisées.

De plus, dans le cadre de la demande de licence pour amorcer l'excavation de la rampe d'exploration déposée le 6 novembre 2009, la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN ») a adressé à la Société, en janvier 2010, une première série de questions auxquelles divers consultants sont actuellement chargés de répondre. Plusieurs autres dossiers, tels que la construction de la piste d'atterrissage, la route quatre saisons, l'entretien de la route d'hiver et la construction de nouveaux bâtiments, sont également au nombre des travaux réalisés durant le premier trimestre.

Par ailleurs, tout au long du premier trimestre, la Société a poursuivi ses efforts pour maintenir de bonnes relations avec les communautés et les investisseurs, informer la population sur les enjeux liés à l'uranium et répondre aux questions et préoccupations du public. Pour ce faire, la Société a notamment mis en ligne une nouvelle version de son site Web le rendant dorénavant beaucoup plus accessible, performant et convivial. La Société a également rencontré divers représentants de la communauté Crie ainsi que des communautés de Chibougamau et Chapais pour maintenir et renforcer les communications. La Société a aussi organisé des sessions d'informations pour s'enquérir des préoccupations des communautés.

Différentes instances, telles que la Conférence régionale des élus de la Baie-James (« CREBJ ») et Learning Together, ont pris l'initiative d'organiser des activités d'information dans les communautés de Mistissini et de Chibougamau-Chapais. Notons, entre autres, la venue de quatre chefs autochtones de la Saskatchewan qui a permis de mieux saisir la réalité des communautés vivant à proximité des mines d'uranium. Toutes ces initiatives sont

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

bénéfiques pour la divulgation d'informations auprès des communautés concernées et contribuent à l'acceptation sociale du projet uranifère Matoush.

FINANCEMENT

Des discussions entamées au cours du mois de décembre 2009 ont mené à la clôture d'un financement privé de 15 M \$, le 27 janvier 2010, souscrit par Sentient.

Dans le cadre du placement, Sentient a souscrit 100 000 unités au prix de 0,95 \$ l'unité pour un montant de 95 000 \$. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire (« action ») de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription (« bon ») permet à son porteur d'acquérir une action de la Société au prix de 1,00 \$ pour une période de 24 mois suivant la clôture et au prix de 1,05 \$ pour la période subséquente de 24 à 36 mois suivant la date de clôture. La Société a émis, lors de la clôture, un total de 100 000 actions et 50 000 bons en contrepartie du prix de souscription des unités.

Sentient a aussi souscrit 14 905 billets convertibles, pour un montant de 14 905 000 \$, ayant pour date d'échéance le 27 février 2015. Chaque tranche de 1 000 \$ de billets est accompagnée d'approximativement 527 bons pour un total de 7 844 737 bons ayant les mêmes conditions d'exercice que les bons compris dans les unités.

Sentient a, jusqu'à la date d'échéance des billets, l'option de convertir les billets par tranche de 1 000 \$ pour 1 053 actions sur la base du prix de conversion de 0,95 \$ l'action pour un total de 15 689 474 actions.

La Société a payé à Sentient des frais de transaction représentant 5 % du produit brut du placement privé. Ces frais au montant de 750 000 \$ ont été payés par l'émission, lors de la clôture, de 789 474 unités soit 789 474 actions et 394 737 bons ayant les mêmes conditions d'exercice que les bons compris dans les unités.

La Société compte utiliser le produit net du placement privé pour financer des travaux d'exploration, principalement pour l'acquisition de matériel et d'infrastructures pour son projet uranifère Matoush.

En tenant compte de la pleine conversion des billets convertibles, le cas échéant, Sentient détiendrait une participation de 16 578 948 actions ordinaires, soit 11,98 % du total émis et en circulation; dans l'éventualité de l'exercice de la totalité des bons, la participation de Sentient s'élèverait à 24 868 422 actions ordinaires, soit 16,48 % du total émis et en circulation.

TRAVAUX D'EXPLORATION

Les données techniques contenues dans le texte qui suit sont fondées sur un rapport technique intitulé : *Technical Report on the Mineral Resources Update for the Matoush Uranium Project Central Quebec, Canada*, daté du 16 septembre 2008, préparé selon le *Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers* (« *Règlement 43-101* »). Ces données ont été révisées par les auteurs du rapport, messieurs David A. Ross, M. Sc. P. Geo et R. Barry Cook, P. Ing. de Scott Wilson RPA. Le *The Matoush Mineral Resources Update* daté du 18 septembre 2009 a été préparé et révisé par monsieur David A. Ross, M. Sc. P. Geo de Scott Wilson RPA et est disponible sur le site web de la Société à www.stratecoinc.com. Les données techniques fondées sur de l'information récente ont été révisées par monsieur Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif de la Société. Ces trois personnes sont des personnes qualifiées telles que définies par le *Règlement 43-101*.

Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux d'exploration effectués sur le projet Matoush, la Société a incorporé par référence la **NOTE 1** à la suite de la section intitulée : « **Stratégie et plan d'action** » du **rapport de gestion annuel 2009 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009**. Cette note fait la description technique des méthodes d'analyse du programme d'exploration, des techniques d'échantillonnage, de l'assurance et contrôle de la qualité incluant l'information reliée à l'utilisation de la lettre « e » de « **eU₃O₈** » qui représente la valeur estimée ou équivalente U₃O₈ déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée, de la méthodologie pour l'utilisation de la sonde gamma et finalement la réconciliation des données de forages avec les résultats d'analyse.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à www.stratecoinc.com dans la section « Assurance et contrôle de la qualité » - *QA/QC*.

Sur le projet Matoush (composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush), 14 189 mètres de forages au total ont été complétés, au 31 mars 2010, répartis de la façon suivante : 11 621 mètres répartis sur 19 sondages ont été forés sur la propriété Eclat et 2 568 mètres répartis sur 4 sondages ont été forés sur la propriété Matoush. Aucun forage n'a été effectué sur les propriétés Matoush-Extension et Pacific Bay-Matoush. Au total, 174 405 mètres (401 sondages) ont été forés sur le projet Matoush depuis le début de l'exploration en 2006.

La Société n'a pas réalisé de travaux d'exploration sur les propriétés Apple, Mistassini, Quénonisca et Mont-Laurier Uranium au cours du premier trimestre 2010. Elle a continué d'axer ses efforts sur l'exploration de son projet Matoush.

Au début de l'année 2010, la Société a entrepris un ambitieux programme de forage d'exploration de 60 000 mètres sur l'ensemble du projet Matoush en vue d'identifier de nouvelles lentilles minéralisées. Les travaux ont débuté avec une foreuse opérationnelle à laquelle se sont ajoutées une seconde, le 27 janvier, et une troisième, le 13 février.

La première phase de ce programme, qui a débuté le 14 janvier et qui se poursuivra jusqu'à l'été, consiste en forages systématiques selon une large maille d'espacement de 200 mètres. Les sondages sont concentrés dans la partie supérieure de l'horizon AC-F4 qui s'est avéré prolifique dans les lentilles MT-22 et MT-34.

L'objectif de la Société, au cours de cette première phase, est de se rendre le plus loin possible au sud de la propriété Eclat, c'est-à-dire jusqu'à la propriété limitrophe de Cameco.

D'autre part, Terraquest a débuté, le 3 mars, un levé géophysique aéroporté électromagnétique à haute résolution (XDS/VLF EM). Ce levé de technologie avancée, dont l'objectif était de vérifier l'hypothèse de la présence de lentilles minéralisées à haute teneur selon un axe préférentiel nord-sud, s'est terminé le 12 mars. Il a couvert l'ensemble du projet Matoush, pour un total de 1 754 kilomètres linéaires, incluant les propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush. Les frais de mobilisation et de démobilisation ont été partagés avec une autre société minière voisine.

Les données préliminaires brutes du levé ont révélé différentes anomalies pouvant être interprétées comme des failles subparallèles et/ou convergentes avec la faille Matoush. L'interprétation finale qui sera effectuée par MPH Consulting à la suite du filtrage effectué par Terraquest, couplée avec le levé magnétométrique à haute résolution réalisé antérieurement, permettront de distinguer clairement les anomalies positives des anomalies négatives.

L'objectif de ce levé est de circonscrire des anomalies géophysiques linéaires représentant des failles de type Matoush qui pourraient potentiellement s'avérer l'hôte de lentilles minéralisées d'importance. L'interprétation finale permettra vraisemblablement de générer des cibles de forages de qualité.

PROPRIÉTÉ MATOUSH

Les forages, complétés dans l'extension sud des zones (lentilles) minéralisées connues, visaient à vérifier le potentiel de secteurs fortement anormaux identifiés à la fin du programme de 2009. Il s'agit notamment des secteurs MT-09-036 (0,48 % U_3O_8 sur 4,2 m) et MT-09-035 (0,19 % U_3O_8 sur 1,4 m) situés à 1,4 km au sud de la zone MT-34.

Les trois sondages réalisés dans ce secteur (MT-10-001 à 003) n'ont enregistré aucune intersection notable malgré l'altération présente.

Le quatrième sondage MT-10-004, foré environ 1,0 km plus au sud (secteur du sondage MT-09-041 : 0,06 % U_3O_8 sur 0,8 m), a donné de meilleurs résultats avec une intersection de 0,17 % eU_3O_8 sur 0,8 m.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

PROPRIÉTÉ ECLAT

Pour ce qui est de la propriété Eclat, les sondages forés systématiquement selon l'espacement prévu de 200 mètres ont couvert une distance d'environ 4,0 km à partir de la section 68+00S.

La faille Matoush a été intersectée dans chacun des forages confirmant sa présence continue. À l'exception du sondage EC-10-002 qui est situé sur la section 70+75S, environ 3,4 km au sud de la zone MT-34 et dont l'intersection est de 0,67 % U_3O_8 sur 1,2 m, il n'y a pas eu d'intersections minéralisées significatives.

En ce qui a trait aux sondages forés selon l'espacement de 200 m, un secteur d'intérêt a été identifié sur une distance de plus d'un kilomètre, soit entre les sections 75+00S et 87+00S. L'intérêt de ce secteur est notamment dû à l'intensité de l'altération ainsi qu'à la présence de dykes parallèles à la faille Matoush. Selon les données des sept forages (EC-10-004 à EC-10-010), il apparaît que le cadre structural est caractérisé par une série de deux à quatre couloirs de déformation (« CDD ») subparallèles marqués par la présence de dykes mafiques.

En résumé, au nord de la ligne 75+00S, on trouve un seul CDD qui correspond à la faille Matoush alors que dans le secteur compris entre les sections 77+00S et 84+00S, les sondages complétés ont révélé la présence de trois à quatre CDD, la faille Matoush se situant le plus à l'ouest. L'intérêt de ce secteur est caractérisé par la présence d'halos d'altération en fuschite et tourmaline, atteignant 200 à 250 mètres d'épaisseur réelle, ce qui est très significatif.

Une telle empreinte d'altération n'a pas été vue ailleurs sur l'ensemble du projet. L'altération présente dans ce secteur, qui est typique de celle des lentilles AM-15, MT-22 et MT-34, témoigne du potentiel en termes de découvertes de nouvelles zones minéralisées.

ÉVALUATION

ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ

Le 24 février, la Société a annoncé la mise à jour de l'estimation de la valeur économique de la propriété Matoush. L'étude d'opportunité (« scoping study ») préparée par Scott Wilson RPA avec la participation de Melis pour le traitement de minerai et de SD Energy pour le marketing et la détermination du prix, démontre, une fois de plus, la grande robustesse économique du projet Matoush.

L'étude d'opportunité est basée sur les ressources indiquées et inférées, selon *le Règlement 43-101*, établie par Scott Wilson RPA, en septembre 2009.

Estimation des ressources minérales pour Matoush – 1^{er} septembre 2009

	Tonnes (x 1 000)	Teneur (% U_3O_8)	Livres U_3O_8 (x 1 000)
Indiquées			
AM-15	262	0,70	4 039
MT-34	174	0,89	3 420
Total Indiquées	436	0,78	7 458
Inférées			
AM-15	33	0,34	249
MT-22	822	0,53	9 526
MT-34	302	0,45	3 003
Total Inférées	1 157	0,50	12 777

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Notes :

1. Définitions de L'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole) utilisées pour la classification des ressources minérales.
2. Teneur de coupure de 0,1 % U_3O_8 a été estimée en utilisant le prix de 75 \$ US/lb U_3O_8 et en assumant les coûts d'opération.
3. Les hautes teneurs U_3O_8 ont été coupées à 9 %.
4. L'estimation des ressources minérales utilise les résultats de forage disponibles au 1 septembre 2009.
5. Les ressources minérales ne sont pas des réserves minérales et ne démontrent pas la viabilité économique.
6. Les totaux peuvent être différents parce qu'arrondis.

Ce qui suit est un résumé des résultats de l'étude d'opportunité. La mise à jour de l'étude d'opportunité est actuellement disponible sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

. L'étude d'opportunité est préliminaire et vise des ressources minérales présumées qui sont trop spéculatives du point de vue géologique pour que l'on puisse faire valoir des considérations économiques qui permettraient de les classer dans la catégorie des réserves minérales et il n'est pas certain que l'évaluation préliminaire donnera les résultats escomptés.

I PRODUCTION ET RÉCUPÉRATION DU MÉTAL

Le plan d'exploitation minière a été développé sur la configuration des ressources minérales. La récupération du métal est basée sur les tests métallurgiques faits au laboratoire SGS Lakefield Research Ltd., à Lakefield, ON; une moyenne de récupération de 97,6 % est utilisée. La teneur potentielle implique une dilution de 15 % à teneur zéro. Les plans de l'usine de traitement ont été modifiés afin d'augmenter sa capacité de 2,0 millions à 2,7 millions de livres U_3O_8 .

Année	Tonnes usinées (x 1 000)	Teneur % U_3O_8	Récupération du métal 97,6 % (x 1 000 livres) U_3O_8
1	169,8	0,639	2 391,3
2	240,6	0,400	2 124,2
3	262,7	0,461	2 668,9
4	262,2	0,522	3 018,9
5	249,5	0,561	3 085,0
6	224,1	0,496	2 451,2
7	239,6	0,468	2 472,3
TOTAL	1 648,6	0,501	17 774,8

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

II REVENU

- Le scénario du prix a été établi par SD Energy en septembre 2008, dans l'étude d'opportunité initiale, avec un prix à long terme variant de 60,00 \$ US à 90,00 \$ US par livre U₃O₈ pour la durée de vie du projet. Le prix utilisé est de 75,00 \$ US par livre U₃O₈.
- Le taux de change \$ US/ \$ CA utilisé est de 0,85 \$.
- Le transport à une usine de transformation en Amérique du Nord est de 0,10 \$ par livre.
- Redevances 2 %.

	(x 1 000) \$ CA
Revenu brut	1 568 363
Transport à l'usine de transformation	1 777
Redevances	31 332
Revenu brut (NSR) après redevances	1 535 253

III COÛTS D'OPÉRATION

Minage	91,64 \$/T usinée	Maintenance	24,86 \$/T usinée
Usinage	92,74 \$/T usinée	Services sur le site	32,68 \$/T usinée
Énergie (générateurs)	35,77 \$/T usinée	Administration	22,43 \$/T usinée
Coût moyen d'opération : 300,12 \$/T usinée			
27,84 \$ CA/livre		23,66 \$ US/livre	

IV PROFIT D'OPÉRATION

Année	\$ CA	Année	\$ CA
1	131 819 000	5	189 170 000
2	107 096 000	6	136 345 000
3	153 437 000	7	139 824 000
4	182 793 000		
Profit total d'opération : 1 040 484 000 \$ CA			

V COÛTS DE CAPITAL

	(x 1 000) \$ CA	(x 1 000) \$ CA
Coûts de capital direct		191 009
Mine	32 466	
Usine	143 136	
Infrastructures	15 398	
Coûts de capital indirect		48 568
Contingence		52 273
Inventaire		980
Coût avant le démarrage		292 830
Capital de soutien (6 ans)		19 126
Fermeture		30 000
Coûts de capital pour la durée de la mine		341 955

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

VI VALEUR ÉCONOMIQUE

Taux de retour interne avant taxes : 41,5 %

VALEUR PRÉSENTE NETTE (NPV) avant taxes	
Taux d'escompte %	(x 1 000) \$ CA
5	475 550
8	377 640
10	323 530
15	218 070

VII SENSIBILITÉ AU PRIX

PRIX	\$ US/lb	NPV \$ CA
	75,00	323 530
0,67	50,00	31 700
0,80	60,00	148 260
1,00	75,00	323 530
1,07	80,00	381 890
1,14	85,50	446 220

Même avec une inflation significative affectant les coûts d'opérations dans l'industrie minière, le projet Matoush démontre une meilleure robustesse économique comparativement à l'étude d'opportunité initiale. Il est possible de voir la valeur économique du projet augmenter avec une diminution des coûts d'opérations. La Société continue d'étudier différentes alternatives d'ingénierie pour augmenter la valeur économique du projet, comme l'utilisation des éoliennes afin de fournir de l'électricité pour le projet. Les coûts de fermeture sont maintenus à 30 millions \$. Des efforts seront déployés afin de réduire ces coûts importants.

INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCE

La direction des opérations et ingénierie a poursuivi ses activités, au cours du premier trimestre, en vue de se préparer au programme d'exploration souterraine qui débutera une fois que la Société aura obtenu les permis nécessaires.

Les consultants mandatés par la Société ont fait progresser divers dossiers. D'abord, Golder a procédé à la rédaction d'un mémo technique portant sur les travaux de terrain effectués à la fin de l'été 2009. Ce dernier comporte notamment des données sur la qualité de l'eau de surface, le benthos (ensemble d'organismes aquatiques qui vivent dans les fonds marins) et quelques corrections à l'étude d'impact. Ce mémo technique (*Addenda A to the limited environmental impact assessment for the Matoush underground exploration project*) a été déposé le 2 mars 2010. Golder a également procédé à la révision de la traduction de l'étude d'impact préliminaire sur laquelle ils ont travaillé.

Ensuite, une demande de certificat d'autorisation (CA) a été complétée par GENIVAR pour l'agrandissement du campement et du système de traitement d'eau potable et des eaux usées. La demande a été déposée en janvier 2010 au bureau régional du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (« MDDEP ») à Rouyn-Noranda. Les informations complémentaires qui ont, par la suite, été demandées par le MDDEP ont été fournies et le dossier est maintenant complet.

Finalement, en ce qui concerne le travail des consultants, SENES a finalisé la traduction de leurs sections d'études, soit sur la qualité de l'air et du risque sur l'écologie et la santé humaine, en janvier et février 2010.

D'autre part, la version française de l'étude d'impact sur l'environnement, dans le cadre du programme d'exploration souterraine du projet uranifère Matoush, a été déposée par la Société, en février 2010, auprès du MDDEP (provincial) et de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) (fédéral).

La CCSN a déposé, en janvier 2010, une première série de questions et commentaires concernant la licence, déposée le 6 novembre 2009, pour amorcer l'excavation de la rampe d'exploration. Différents consultants ont été mandatés afin de répondre promptement aux questions.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

En ce qui a trait à la route quatre-saisons, la Société a adressé une lettre aux sous-ministres du MDDEP et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) afin de les informer de certains changements survenus à la suite d'une rencontre tenue avec des représentants du ministère des Transports du Québec (« MTQ ») et divers autres intervenants. En effet, la Société a décidé de retirer sa demande d'autorisation pour la construction d'un chemin quatre-saisons suivant le tracé de la route d'hiver à l'intérieur du parc (km 0 au km 73,5). Il a été convenu qu'à l'intérieur du futur parc national, le tracé du MTQ allait prévaloir sur le tracé de l'ancienne route d'hiver. La Société maintient toutefois sa demande de certificat d'autorisation pour la construction du chemin quatre-saisons sur le segment de route situé entre le km 73,5 et le km 130, soit à l'extérieur du parc.

Par ailleurs, la route d'hiver a été entretenue à partir de son ouverture le 10 février jusqu'à sa fermeture le 15 mars. Tous les transports planifiés et nécessaires ont eu lieu, malgré les températures hivernales anormalement douces.

La Société a également procédé à l'installation de plusieurs nouveaux bâtiments temporaires sur le site pour répondre aux besoins du programme d'exploration. Parmi ces bâtiments, on compte trois mégadômes, deux roulottes-dortoirs et une roulotte bureau. De plus, une nouvelle génératrice de capacité supérieure a été ajoutée pour répondre aux besoins futurs de l'année 2010 et une ligne électrique aérienne a été installée pour alimenter les bâtiments temporaires.

Le contrat pour la construction de la piste d'atterrissage et du chemin d'accès a été octroyé à Les Entreprises Carsa inc., un entrepreneur associé à des Cris de Mistissini. La construction du chemin d'accès pour la piste d'atterrissage a d'ailleurs débuté au cours du premier trimestre. Le tout devrait être complété durant le troisième trimestre de l'année 2010.

En ce qui concerne la main d'œuvre, la Société a retenu les services, au cours du premier trimestre, de dix nouveaux employés d'une société de gestion. Au 31 mars, l'équipe comptait 38 travailleurs, dont 19 sur le camp Matoush et 19 au bureau corporatif.

COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS

Au cours du premier trimestre, la Société a continué de prendre les mesures nécessaires pour établir et maintenir de bonnes relations avec les Premières Nations et la population de la Baie-James et pour s'assurer que tous les travaux et activités réalisés dans le cadre du projet Matoush soient inscrits dans un processus ouvert et transparent.

Plusieurs initiatives ont été prises par la Société pour maintenir et renforcer les relations avec les communautés de Mistissini, Chibougamau et Chapais. À cet effet, l'ouverture de bureaux à Mistissini et Chibougamau, la création du poste de directeur des relations avec le milieu et la nomination d'un agent de liaison issu de la communauté Crie permettent à la Société d'établir un lien direct avec les communautés concernées et de leur offrir la possibilité de s'informer sur place des divers enjeux liés au projet Matoush. La Société a aussi organisé des sessions d'information pour s'enquérir des préoccupations des communautés.

En outre, au cours du premier trimestre, la Société a continué de mettre l'accent sur le développement de relations harmonieuses avec la communauté Crie de Mistissini. À cet effet, deux rencontres ont eu lieu au mois de février : une première rencontre avec une famille Crie, le gîte Matoush étant situé sur les lignes de trappe de cette dernière et une autre avec le chef de la communauté Crie de Mistissini, pour les informer des derniers développements liés au projet Matoush et réaffirmer la volonté de la Société de maintenir de bonnes relations avec sa communauté.

Par ailleurs, différentes instances, telles que la CREBJ et Learning Together, ont pris l'initiative d'organiser des activités d'information dans les communautés de Mistissini, de Chibougamau et de Chapais. La Société encourage ce type d'activités puisqu'elles permettent, entre autres, une meilleure compréhension des enjeux liés à l'exploration et l'exploitation de l'uranium. Il est par conséquent beaucoup plus facile pour les communautés de se faire une idée exacte des faits réels qui entourent l'industrie uranifère.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Au nombre de ces initiatives, notons la venue de quatre chefs autochtones de la Saskatchewan qui a permis de mieux saisir la réalité des communautés vivant à proximité des mines d'uranium. Ces sessions d'information, organisées par le chef John Longchap et Learning Together, ont eu un impact majeur et positif au sein des communautés locales. En effet, les chefs autochtones présents, qui représentent les communautés canadiennes les plus directement concernées par l'exploitation uranifère, ont été sans équivoque par rapport aux impacts des mines d'uranium sur la santé et l'environnement : après 50 ans d'exploitation uranifère, la santé de leur communauté, de leur environnement, de l'eau, du gibier et des poissons est intacte, même avec une mine d'uranium à moins de 30 km. De plus, leur communauté respective retire des bénéfices directs de l'exploitation uranifère.

De plus, la Société a mis en ligne, à la mi-mars, une nouvelle version de son site Web. En effet, afin d'informer efficacement la population, le site Web a été optimisé de manière à être plus accessible, performant et convivial. La Société s'est également dotée d'un nouvel outil de gestion qui lui permet d'effectuer des mises à jour régulières. Dorénavant, le public a un accès rapide et simple à de la documentation actualisée diffusée par la Société.

En ce qui concerne les relations avec les investisseurs, au cours du premier trimestre, divers membres de l'équipe de la Société se sont rendus à Toronto, du 7 au 10 mars, dans le cadre du Prospectors and Developers Association of Canada (« PDAC »). Le Président et Chef de la direction y a d'ailleurs fait une présentation pour exposer les raisons d'investir dans la Société. De plus, il s'est rendu en Europe, du 1^{er} au 5 février, ainsi qu'en Floride, du 28 février au 3 mars, dans le cadre du Global Metals & Mining Conference. Il a également donné des entrevues dans les médias afin de renseigner les investisseurs et le public des développements relatifs au projet Matoush.

Bref, toutes ces initiatives sont bénéfiques pour la divulgation d'information auprès des communautés concernées et contribuent à l'acceptation sociale du projet uranifère Matoush. De plus, elles permettent de maintenir une communication ouverte et continue avec les communautés locales autochtones et non autochtones, les investisseurs, les instances décisionnelles et la population en général.

STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION

L'équipe hautement qualifiée de la Société entend poursuivre et intensifier son travail pour que le projet Matoush puisse devenir le premier projet uranifère au Québec à avancer des travaux d'exploration souterraine et le premier au Canada à être réalisé par une société dite junior, au cours du présent cycle, soit en près de 25 ans.

Dans cette optique, la Société poursuivra ses démarches pour obtenir, dès l'automne 2010, la licence nécessaire pour amorcer l'excavation de la rampe d'exploration. À cet effet, les documents pour l'obtention de la licence ont tous été complétés et déposés auprès des instances responsables. La prochaine étape consiste à présenter l'étude d'impact environnemental du projet Matoush lors des audiences publiques qui se tiendront à Mistissini et Chibougamau les 25 et 26 mai 2010.

La Société est très optimiste quant à la tenue des audiences publiques en raison de la bonne préparation de son équipe et des résultats encourageants de l'étude d'impact environnemental. En effet, celle-ci conclut que les impacts sur les travailleurs, les populations à proximité et l'environnement seront négligeables.

D'autre part, afin d'accélérer le processus d'obtention de la licence pour la construction de la mine, la Société entend débiter, dès 2011, les études environnementales nécessaires à la construction des parcs à résidus.

En ce qui concerne les travaux d'exploration, la Société poursuivra sa plus importante campagne de forage à ce jour sur le projet Matoush. En plus des forages systématiques aux 200 mètres, la Société procédera à des sondages à proximité du secteur à fort potentiel identifié en 2009 (EC-09-05 et 06). La Société est confiante que ces travaux d'exploration lui permettront d'accroître les ressources uranifères du projet Matoush. Cette campagne de forage de 120 000 mètres sur deux ans (2010-2011) devrait permettre d'établir la capacité maximale de l'usine de traitement de minerai pour le projet Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Le 23 mars 2010, la Société, en raison de ses besoins de services spécialisés en fiscalité et en comptabilité reliés à son expansion a transmis un avis de changement de vérificateurs à Petrie Raymond, s.e.n.c.r.l., Comptables agréés, les vérificateurs de la Société depuis 2004. La Société propose à ses actionnaires lors de l'Assemblée annuelle et spéciale du 27 mai prochain de nommer PricewaterhouseCoopers, s.r.l./s.e.n.c.r.l., Comptables agréés à titre de nouveaux vérificateurs de la Société. Les avis et les lettres des vérificateurs peuvent être consultés sur SEDAR à www.sedar.com.

Au chapitre des finances, la Société poursuit sa stratégie agressive pour maintenir sa bonne position financière et assurer un bon rendement aux investisseurs. D'ailleurs, le placement privé de 15 M \$, conclu avec Sentient, témoigne de la volonté de la Société de voir à long terme. Le Président et Chef de la direction poursuivra également tout au long de l'année ses rencontres auprès des investisseurs. Par ailleurs, la Société a retenu les services à titre permanent, de monsieur Paul Einarson, CA, CPA, au poste de vice-président, Finances. Ce dernier, qui débutera son mandat à la mi-mai et dont les réalisations ainsi que les succès sont reconnus, contribuera très certainement à la bonne gestion et à la santé financière de la Société.

Finalement, la Société entend multiplier les initiatives au niveau des communications auprès des communautés et des investisseurs. D'ailleurs, la Société a annoncé, en avril, qu'elle a retenu les services de Communication Financières Renmark inc. pour l'assister dans ses activités de relations avec les investisseurs. De plus, la Société continuera de prioriser la divulgation d'information et la transparence en organisant diverses rencontres et sessions d'information avec les communautés à proximité du projet uranifère Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

FRAIS D'EXPLORATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et fournitures d'exploration pour les trois mois terminés le 31 mars 2010	Matoush		Eclat	Apple	Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension			Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	32 148 398	453 340	997 781	1 402 072	812 577	490 719	36 304 887
Additions							
Experts-conseils et sous-traitants	953 639	7 254	122 241	10 512	11 751	(10 678)	1 094 719
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 047 328	-	-	-	-	-	1 047 328
Forages	332 828	-	1 144 052	-	-	-	1 476 880
Transport et carburant	1 956 902	-	-	-	-	-	1 956 902
Géophysique	51 778	-	-	-	48 737	-	100 515
Service de premiers soins	-	-	-	-	-	-	-
Laboratoires et analyses	24 823	-	21 865	-	-	19 352	66 040
Déplacement et hébergement	251 971	-	-	-	-	-	251 971
Permis nucléaire	-	-	-	-	-	-	-
Frais de gestion	167 202	-	117 348	194	4 874	359	289 977
Fournitures et location d'équipement	49 067	-	-	-	-	-	49 067
Entretien d'équipements mobiles	56 039	-	-	-	-	-	56 039
Frais généraux	72 283	-	-	450	-	-	72 733
Environnement	37 150	-	-	-	-	-	37 150
Rémunération à base d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	161 516	-	-	13 748	-	-	175 264
	5 162 526	7 254	1 405 506	24 904	65 362	9 033	6 674 585
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(1 408 381)	(3 344)	(647 939)	(5 143)	(30 132)	(11 429)	(2 106 368)
Augmentation nette	3 754 144	3 910	757 568	19 760	35 230	(2 396)	4 568 216
Solde à la fin de la période	35 902 542	457 250	1 755 349	1 421 832	847 807	488 323	40 873 103

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Frais d'exploration et fournitures d'exploration pour les trois mois terminés le 31 mars 2009	Matoush		Eclat	Apple	Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension			Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	22 864 066	456 320	669 376	1 252 357	422 741	293 215	25 958 075
Additions							
Experts-conseils et sous-traitants	779 589	951	17 815	42 548	26 873	9 961	877 737
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 182 762	-	-	-	-	-	1 182 762
Forages	501 449	-	184 242	1 657	211 445	-	898 793
Transport et carburant	578 757	-	-	-	-	-	578 757
Géophysique	-	-	-	-	-	100	100
Service de premiers soins	6 884	-	-	-	-	-	6 884
Laboratoires et analyses	85 158	-	-	-	-	-	85 158
Déplacement et hébergement	270 635	-	-	-	-	-	270 635
Permis nucléaire	-	-	-	-	-	-	-
Frais de gestion	163 736	-	18 424	706	21 356	20 814	225 036
Fournitures et location d'équipement	11 498	-	-	-	-	-	11 498
Entretien d'équipements mobiles	52 915	-	-	2 752	-	-	55 667
Frais généraux	56 222	-	-	2 597	-	6 100	64 919
Environnement	62 932	-	-	-	-	-	62 932
Rémunération à base d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	78 935	-	-	14 258	-	-	93 193
	3 831 472	951	220 481	64 518	259 674	36 975	4 414 071
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	69 884	(94 130)	-	(2 213)	-	(9 340)	(35 799)
Augmentation nette	3 901 356	(93 179)	220 481	62 305	259 674	27 635	4 378 272
Solde à la fin de la période	26 765 422	363 141	889 857	1 314 662	682 415	320 850	30 336 347

INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2010	2009
	\$	\$
Produits - Intérêts	10 378	31 356
Dépenses		
· Frais généraux et d'administration	(750 818)	(373 747)
· Rémunération à base d'actions	(26 985)	(166 719)
Recouvrement d'impôts futurs	404 396	51 000
Perte nette	(363 029)	(458 110)
Perte nette de base et diluée par action	(0,003)	(0,004)

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

	Au 31 mars 2010	Au 31 décembre 2010
	\$	\$
Actif total	80 069 484	61 655 744
Passif à long terme		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	192 109	171 522
Impôts futurs	1 132 000	1 293 000
Obligation liées à la mise hors service d'immobilisation	325 095	160 000
Billets convertibles	4 679 771	-
	6 328 975	1 624 522

Les revenus d'intérêts en 2010 sont inférieurs à ceux de 2009 à la suite de taux d'intérêt inférieurs obtenus.

Au 31 mars 2010, une rémunération à base d'actions de 26 985 \$ (166 719 \$ au 31 mars 2009) a été constatée dans les résultats.

Les dépenses de frais généraux et d'administration ont augmenté à 750 818 \$ au 31 mars 2010 comparativement à 373 747 \$ au 31 mars 2009 à la suite de:

- Augmentation des activités de relations avec les investisseurs (194 294 \$ au 31 mars 2010 versus 108 689 \$ au 31 mars 2009) en lien avec des voyages promotionnels en Europe et une contribution au Fonds Communic-Action répartie pour l'année 2010;
- Une charge de désactualisation relatives aux billets convertibles de 188 157 \$;
- Frais légaux et de vérification augmenté à 91 455 \$ au 31 mars 2010 comparativement à 42 087 \$ au 31 mars 2009 principalement à des honoraires en comptabilité plus importants;
- Activités accrues de la Société qui a générés plus de dépenses de bureaux.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement de la Société était de 18 411 168 \$ au 31 mars 2010 (8 441 128 \$ au 31 décembre 2009). Ce fonds de roulement inclus 10 261 296 \$ de crédits d'impôt à recevoir au 31 mars 2010 (9 306 880 \$ au 31 décembre 2009).

Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé avec Sentient de 100 000 unités pour un montant de 95 000 \$ et de 14 905 000 \$ en billets convertibles accompagnés de bons de souscription d'action ordinaire.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, la Société a encaissé la somme de 1 152 952 \$ provenant de crédits d'impôt relatifs aux ressources.

La Société n'a aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

Les activités d'investissement de la Société comprennent principalement les coûts liés à l'augmentation des travaux d'exploration et l'ajout de propriétés minières. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour des dépenses admissibles pouvant atteindre 38,75 % et un crédit de droits remboursables pour pertes de 12 % sur les dépenses admissibles engagées.

Du montant de 18,4 M \$ en fonds de roulement dont disposait la Société au 31 mars 2010, environ 1,2 M \$ sera utilisé pour couvrir les dépenses générales et administratives et approximativement 17,2 M \$ de ces fonds seront utilisés à la continuité des programmes d'exploration planifiés jusqu'à la fin de l'année 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

La Direction est d'avis que la Société pourrait nécessiter des fonds additionnels avant la fin 2010 pour continuer ses plans d'exploration et de mise en développement incluant l'excavation de la rampe d'exploration si les permis sont obtenus à l'automne 2010 tel que prévu. Par le passé, la Société a pu compter sur sa capacité à financer ses projets d'exploration par des placements publics et privés. De plus, une fois que les intérêts sur les propriétés Mistassini et Pacific Bay-Matoush auront été acquis, la Société compte continuer ses projets d'exploration et de mise en valeur par le biais d'entreprise en coparticipation.

DONNÉES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	10 378	2 441	8 203	12 046	31 356	90 537	85 241	96 032
Profit net (perte)	(363 029)	(526 573)	(261 978)	(236 613)	(458 110)	33 539	(360 225)	(787 005)
Profit net (perte) de base et diluée par action	(0,003)	(0,004)	(0,002)	(0,002)	(0,004)	-	(0,003)	(0,007)

ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

ENGAGEMENTS

La Société a signé des nouveaux contrats de location acquisition et la valeur totale de ces obligations est de 455 478 \$ au 31 mars 2010 comparativement à 328 336 \$ au 31 décembre 2009.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a effectué les opérations suivantes auprès de BBH :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2010	2009
	\$	\$
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants	893 000	735 000
Frais de gestion	320 000	225 000
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels	81 000	106 000
Frais légaux	9 000	35 000
Relations avec les investisseurs	51 000	40 000
Loyer	16 000	16 000
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	82 000	6 000
Frais légaux pour l'émission des billets convertibles	24 000	-

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

De plus, la Société effectue les opérations entre apparentés suivantes :

- Une société contrôlée par Ingrid Martin, CA, chef de la direction des finances et trésorière en poste depuis le 9 juin 2009, a facturé des honoraires de comptabilité de 49 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 inclus dans les frais légaux et de vérification;
- Une société en responsabilité limitée dans laquelle Me Henri Lanctôt, administrateur, est aussi un associé, qui a facturé des honoraires légaux pour l'émission des billets convertibles de 35 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 (2 000 \$ pour la même période en 2009 inclus dans les frais légaux et de vérification).

Au 31 mars 2010, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 918 000 \$ (397 000 \$ au 31 mars 2009) à payer aux apparentés

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers de même que sur les postes de produits et de charges des exercices.

Les estimations importantes comprennent l'évaluation du crédit remboursable de droits miniers et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources, des actifs et passifs d'impôt futurs, de la possibilité de recouvrer la valeur des propriétés minières et des frais d'exploration reportés, de la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations des immobilisations, des billets convertibles, des périodes d'amortissement des immobilisations corporelles ainsi que certaines charges à payer. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours des trois mois terminés le 31 mars 2010, la Société a adopté les politiques comptables suivantes :

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement au bilan lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est enregistrée à l'état des résultats, résultats étendus et du déficit. Cette dette à long terme est classée comme autres passifs.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle de fixation de prix de Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets, préalablement réduite de la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant). Celle-ci est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

FRAIS D'ÉMISSION DE DETTE

Les frais d'émission de dette sont présentés en réduction des billets convertibles et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

INTÉRÊTS DÉBITEURS

La Société ne comptabilise pas les intérêts débiteurs dans le coût des immobilisations corporelles dont l'acquisition, la construction, le développement ou la mise en valeur sont échelonnés dans le temps.

CONVERGENCE IFRS

La Société utilise un plan d'action en cinq étapes pour la transition aux IFRS:

ÉTAPE 1 : DIAGNOSTIC

L'étape initiale du diagnostic a été complétée en 2009 à l'aide d'une analyse préliminaire des écarts des processus comptables et administratifs.

ÉTAPE 2 : CONCEPTION ET PLANIFICATION

ÉTAPE 2.1: CONVENTIONS COMPTABLES

L'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée pour le troisième trimestre de 2010. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations.

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui promulguent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers.

Les normes sont les suivantes:

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

La Société croit que les choix disponibles en vertu d'IFRS 1 permettront à la balance d'ouverture du 1 janvier 2010 de rester similaire à la balance de fermeture du 31 décembre 2009. La Société s'attend à ce que les principales décisions en matière d'exemptions permises par l'IFRS 1 soient approuvées par la Direction au cours du troisième trimestre de 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Dépréciation d'actifs (IAS 36)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que celui en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation (sauf pour l'achalandage) là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé ; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien.

Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

La Société croit que les modifications de cette convention ne devraient pas avoir d'incidence sur les états financiers lors du basculement. Mais dans les années subséquentes, cette convention pourrait générer plus de dépréciation car le test à une étape est utilisé.

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Lorsque l'acquisition est graduelle, IFRS requiert que chaque tranche de l'octroi soit évaluée et comptabilisée séparément, car chaque tranche a une période d'acquisition différente et ainsi la juste valeur de chacune d'elle sera différente.

La Société croit que les modifications de cette convention devraient avoir une incidence sur les états financiers quoique limité. De plus, dans les années subséquentes, la charge de rémunération à base d'actions pour les octrois avec une période d'acquisition sera plus importante dans les premiers mois plutôt que linéaire.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles.

Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement et dans les années à venir.

Immobilisations (IAS 16, IFRIC 1)

Selon IFRS, la Société peut choisir le modèle du coût ou de la réévaluation. Les PCGR canadiens comptabilisent les immobilisations selon le modèle du coût. La Société ne choisira pas le modèle de la réévaluation du aux difficultés et aux efforts nécessaires afin de déterminer la juste valeur.

Selon IFRS, chaque composante ou partie d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de cette immobilisation doit être amortie séparément. IFRS peut faire en sorte que plus de détails seront nécessaires pour maintenir le sous registre des immobilisations. IFRS exige que la méthode d'amortissement et la durée de vie de l'immobilisation soient revues annuellement. Les PCGR ont la même exigence, mais sur une base périodique.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement car les immobilisations qu'elle détenait au 31 décembre 2009 étaient assez simples. Néanmoins dans les années à venir, alors que la Société obtiendra l'autorisation de construire la rampe d'exploration, elle devra porter une attention particulière pour identifier les composantes de chaque immobilisation.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Billets convertibles (IAS 32 et IAS 23)

Selon IFRS, un instrument financier composé qui a des caractéristiques de passif et de capital doit être séparé entre ses composantes passif et capital lors de la comptabilisation initiale. La valeur de l'instrument financier composé est répartie entre la composante passif et la composante capital de façon à évaluer la composante passif à sa juste valeur et par la suite, le résiduel est attribué à la composante capital. Les PCGR canadiens permettent de faire cette répartition en utilisant la méthode de la juste valeur relative ou en assignant le résiduel à la composante qui est la moins mesurable.

Lorsque la Société a comptabilisé le placement de billets convertibles du 27 janvier 2010, elle a évalué la composante passif à sa juste valeur et le résiduel a été attribué à la composante capital en conformité avec les IFRS et aussi en conformité avec les PCGR canadiens. Ainsi, l'application de cette convention IFRS n'aura pas d'impact sur les états financiers de la Société.

Selon IFRS, les coûts d'emprunt directement attribuable à l'acquisition ou la construction d'un actif éligible doivent être capitalisés. En comptabilisant le placement du 27 janvier 2010, la Société a adopté une convention comptable où elle passe à la dépense ces coûts d'emprunt. Ceci devra être analysé en détail car il est très probable qu'un ajustement de convergence en résultera.

Obligations liées à la mise hors service (IAS 37)

IFRS requière que les provisions pour coût de démantèlement soient évaluées selon la meilleure estimation que la Direction a fait des dépenses à engager. Selon les PCGR canadiens, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont évaluées à la juste valeur, compte tenu des hypothèses du marché.

IFRS utilise un taux d'actualisation qui reflète les risques spécifiques à la provision pour coûts de démantèlement. Selon les PCGR canadiens, le taux d'actualisation qui s'applique aux obligations liées à la mise hors service est fondé sur le taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit.

Finalement selon IFRS, les ajustements sur les provisions pour coûts de démantèlement sont effectués pour chaque période, afin de tenir compte des changements relatifs au calendrier ou au montant des flux de trésorerie, des variations du taux d'actualisation ainsi que du passage du temps. Les PCGR canadiens sont similaires sauf pour les modifications apportées au seul taux d'actualisation n'entraînent pas la réévaluation de la provision. De plus, contrairement aux IFRS, les changements d'estimation appliqués qui font diminuer le passif sont actualisés selon le taux appliqué au moment de la comptabilisation initiale du passif. Pour les changements d'estimations qui augmentent le passif, le passif supplémentaire est actualisé selon le taux d'actualisation en vigueur, comme pour les IFRS.

IFRS définit les restaurations de sites et les provisions environnementales comme une obligation juridique et implicite. Les PCGR canadiens limite la définition à l'obligation légale.

La Société croit que les modifications de cette convention auront des impacts minimes sur les états financiers à la date de basculement. Dans les années à venir, elle devra par contre procéder à des réévaluations plus fréquentes si le taux d'actualisation varie.

Instruments financiers (IAS 39)

Tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou « disponibles à la vente ». Comme dans le cas des IFRS, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « détenus à des fins de transaction » (à la juste valeur par le biais des résultats) ou « disponibles à la vente ». Les PCGR canadiens présentent toutefois des différences par rapport aux IFRS, en ce qui a trait aux types d'actifs qui peuvent être classés dans chacune de ces catégories.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

Lors de sa comptabilisation initiale, un instrument financier ne peut être désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat que s'il satisfait à certains critères. Comme dans le cas des IFRS, lors de sa comptabilisation initiale, un instrument financier ne peut être désigné comme étant détenu à des fins de transaction (et évalué à la juste valeur par le biais des résultats) que s'il satisfait à certains critères. Toutefois, ces critères sont moins restrictifs que ceux qui sont énoncés dans les IFRS.

La Société évalue présentement l'impact de ces modifications potentielles.

ÉTAPE 2.2 : PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Durant le troisième trimestre de 2010, nous préparerons un modèle d'états financiers IFRS et nous identifierons les ajustements de convergence.

ÉTAPE 2.3 : FORMATION ET COMMUNICATION

Durant le deuxième trimestre de 2010, la Société va évaluer si elle a besoin d'engager des experts pour l'assister dans la transition et donner la formation appropriée aux employées.

ÉTAPE 2.4 : SYSTÈMES D'INFORMATION

Le processus comptable de la Société est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Société devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisque aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence.

La Société doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

Il n'a pas encore été déterminé comment l'information sera générée en parallèle selon les IFRS pour qu'en 2011, les comparables soient disponibles. Une fois que l'étendue des ajustements de conversion sera connue, des processus seront mis en place durant le troisième trimestre de 2010 afin de générer la double comptabilité.

ÉTAPE 2.5 : CONTRÔLES INTERNES:

Durant le troisième trimestre de 2010, les dirigeants de la Société réviseront les contrôles internes afin de tenir compte des changements importants survenus aux conventions et pratiques comptables.

ÉTAPE 2.6 : IMPACT SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES:

Les processus d'affaires de la Société sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer avec les IFRS. Depuis le 31 décembre 2009, la Société a procédé à un placement privé comportant des billets convertibles et les impacts IFRS ont été discutés à l'étape 2.1.

ÉTAPE 3 : MISE EN ŒUVRE

À cette étape, la Société appliquera les changements qui auront été développés à l'étape 2 incluant les changements aux processus et conventions comptables. La Société quantifiera aussi les impacts IFRS.

La Direction préparera la structure du premier état financiers au 31 mars 2011 avec la balance d'ouverture du 1 janvier 2010, les comparables du 31 mars 2010 accompagnées des divulgations exigées

La Direction prévoit entreprendre cette étape durant le troisième trimestre de 2010 et la compléter durant le quatrième trimestre de 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

ÉTAPE 4 : APRÈS LA MISE EN ŒUVRE

La Direction préparera des états financiers en conformité avec IFRS pour les périodes intermédiaires et la fin d'année se terminant le 31 décembre 2011.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Au 5 mai 2010
	Nombre
Actions ordinaires	122 695 906
Options d'achat d'actions	4 354 500
Bons de souscription	8 289 474
	135 339 880

RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel pour l'exercice terminé au 31 décembre 2009.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2009 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef des finances. Selon cette évaluation, ceux-ci ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Il n'est survenu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période terminée le 31 mars 2010 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2010

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 5 mai 2010 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société (www.stratecoinc.com), de SEDAR (<mailto:www.sedar.com>) et EDGAR à www.sec.gov/edgar.shtml.

Guy Hébert
Président et Chef de la direction

Ingrid Martin
Chef de la direction des finances